GOUVERNEMENT

«Hibernation» jusqu'au 10 avril

Le gouvernement algérien, voire même tout l'exécutif rentrera en «hibernation» jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle, et ce, pour mener la campagne électorale du candidat Bouteflika.

Kamel Amarni -Alger (Le Soir) - Ouyahia, qui préside aujourd'hui la dernière réunion hebdomadaire du gouvernement, la toute dernière d'ailleurs sous le second mandat de Bouteflika, «libérera» ses ministres pour défendre la cause du «candidat», réduisant ainsi la gestion des affaires publiques aux strictes affaires courantes.

A l'exception, en effet, du ministre délégué à la Défense, ceux de l'Intérieur, de la Justice et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tous les autres membres du gouvernement, Ouyahia en tête, mèneront campagne.

Premier ministre, président du RND et président de la commission nationale de préparation des élections, Ahmed Ouyahia aura, par ailleurs, la charge d'assurer la gestion des affaires courantes de l'Etat jusqu'au 6 avril prochain.

Et si Bouteflika effectuera 14 visites «électoralistes» dont six meetings, entrecoupés d'une participation au Sommet arabe durant la même période, Ouyahia, lui, animera pas moins de 9 meetings au nom de l'Alliance présidentielle et 30 autres au nom de son parti, le RND. Ses homologues dans l'Alliance présidentielle, Belkhadem et Aboudjerra Soltani, tous deux ministres d'Etat, par ailleurs, en feront de même.

Pour les autres ministres, et sur instruction de Bouteflika, la campagne a même commencé bien avant l'heure.

Dans cette élection où un seul candidat, Bouteflika, est «porté» par tous les segments de l'Etat algérien, même le pouvoir législatif est «embarqué» dans la campagne à travers l'engagement plein est officiel du président du Sénat, Abdelkader Bensalah, et celui de l'APN, Abdelaziz Ziari, qui se consacreront entièrement à l'animation de meetings, à travers plusieurs wilayas, au profit du candidat Bouteflika.

Idem pour les parlementaires de l'Alliance présidentielle, du PT, des indépendants, du FNA, d'El Islah. Ce qui contraindra les deux chambres du Parlement au gel de leurs activités jusqu'après les élections.

K. A.

Photo : Samir Sid

La gestion des affaires publiques réduite aux strictes affaires courantes.

Béjaïa et Tizi-Ouzou au programme de Bouteflika

Comme nous l'annoncions dans notre précédente édition, Abdelaziz Bouteflika fera 14 «sorties électoralistes» à l'occasion de la campagne électorale pour les élections du 9 avril prochain.

Des sorties qui se feront sous forme de six grands meetings et huit visites de proximité.

S'agissant des meetings, et de source très bien informée, nous avons appris qu'ils auront lieu dans les wilayas de Batna, Constantine, Oran et Alger. Tandis que ceux, initialement prévus à Béchar et Annaba, ont été remplacés en faveur de deux autres wilayas : Béjaïa et Sétif. Annaba et Béchar accueillent finalement Bouteflika pour des visites de «proximité», tout comme Tlemcen, Tizi-Ouzou, Mostaganem.

Pour rappel, ce programme de campagne du candidat Bouteflika est tenu dans le plus grand secret par les responsables de la sécurité présidentielle.

K. A.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Djahid Younsi chez Youssef Khatib

Djahid Younsi, le compétiteur islamiste avéré inscrit pour l'élection présidentielle du 9 avril prochain, travaille à fructifier quelques exercices mondains, à en tirer éventuellement des dividendes électoraux. Hier, il s'est, à sa demande, lié de discussion formelle avec Youssef Khatib, colonel de l'ALN et président de la fondation de la Wilaya IV historique.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Reçu au siège de la fondation, le secrétaire général d'El Islah, Djahid Younsi, en est ressorti, après près d'une heure d'échanges, l'entrain politique plus affirmé. Du moins c'est ce que fait savoir l'un de ses fidèles et proches collaborateurs, Djamel Benabdeslam, en l'occurrence.

Selon ce dernier, la rencontre a été tout ce qu'il y a de convivial, série, dit-il, de convergences de points de vue. La révolution algérienne a été, comme il fallait s'y attendre, au menu de la rencontre, et l'on imagine que c'est le colonel Khatib qui a eu à disserter autour. Logiquement, c'est lui qui fut acteur prépondérant de cette glorieuse révolution.

Mais comme Younsi n'a pas sollicité l'entrevue que pour élargir sa connaissance de l'histoire de la guerre de Libération nationale, la discussion a également concerné l'échéance politique prochaine, la présidentielle elle-même et les perspectives d'avenir.

Photo : Samir Sid

Djahid Younsi.

Youssef Khatib, fort de sa longue expérience, a expliqué à Younsi que «le changement est graduel» et qu'«il faudra s'armer de patience pour y parvenir».

Il a également souligné à son hôte du jour que l'avenir appartient à la jeunesse. Younsi a jugé cette rencontre positive et fructueuse.

Pour Benabdeslam, c'est un encouragement au candidat à la présidentielle. Juste cela, car Khatib n'intègre pas la campagne du candidat Younsi.

Un candidat qui compte s'échauffer pour la campagne en consentant une tournée de quelques personnalités nationales et quelques associations de la société civile.

S. A. I.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE ÉLECTORALE

Les «arguments» de Mohamed Teguia

Le coordinateur de la commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle a assuré que le scrutin du 9 avril ne sera pas entaché de fraude. Mohamed Teguia, qui intervenait hier sur les ondes de la Chaîne I, a indiqué que cette élection sera plus «propre que les précédentes».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Mohamed Teguia a tenté, hier, d'expliquer que l'instruction présidentielle signée le 7 février dernier par Bouteflika visait à garantir un scrutin «propre et transparent». Une «nouveauté», selon lui. «L'instruction présidentielle adressée à l'administration prévoit des peines de prison et des amendes à quiconque se rend coupable de fraude électorale. C'est une véritable nouveauté (…) Grâce à cette disposition, cette élection sera plus propre que les précédentes», a insisté le coordinateur de la commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle qui était, hier, l'invité de l'émission radiophonique «Tahaoulet».

Photo : NewPress

Le prochain scrutin sera plus «propre».

Mais ce que Teguia présente comme des mesures inédites ne sont en fait que les dispositions pénales de la loi organique relative au régime électoral.

Ces dispositions, contenues dans une vingtaine d'articles (du 194 au 219), existent depuis 1997. Et en déclarant que le scrutin prochain sera plus «propre», Teguia jette le doute sur les élections précédentes. Y compris celles de 1999 et de 2004…

Interrogé sur le contrôle du financement des campagnes des candidats, Teguia a souligné que cette opération n'est pas du ressort de sa structure.

«Nous n'avons pas la prérogative de contrôler les fonds de campagne. C'est la mission de la commission nationale de préparation de l'élection présidentielle que préside le Premier ministre, M. Ahmed Ouyahia», a expliqué Teguia. Ce dernier a toutefois précisé que «le recours à d'autres moyens de financement que ceux prévus par le code électoral est considéré comme illégal». Par ailleurs, Teguia a déclaré que la commission qu'il dirige suivait à distance le processus de surveillance des élections à l'étranger. «La commission n'a pas de structure hors du territoire national. Le contrôle du scrutin revient donc aux consulats.»

T. H.